

## **GROUPEMENT DE COMMANDE**

**VILLE DE NANTES, NANTES METROPOLE ET CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE  
NANTES**

**Département du B.A.T.I.I.  
Direction Administrative et Financière**

Accord-cadre mono-attributaire de prestations intellectuelles donnant lieu à l'émission de bons de  
commande

**Missions de contrôle et assistance technique sur le patrimoine immobilier de  
la Ville de Nantes, son C.C.A.S. et Nantes Métropole**

## **REGLEMENT DE LA CONSULTATION**

### ***Procédure formalisée***

Procédure entièrement dématérialisée depuis <https://marchespublics.nantesmetropole.fr>  
(cf. Annexe au présent règlement de la consultation)

La date limite de remise des offres est indiquée dans l'avis d'appel public à la concurrence (A.A.P.C.)

## **Article 1 – Objet de la consultation**

### **1.1 – Objet de la consultation**

La présente consultation porte sur des **missions de contrôle et assistance technique sur le patrimoine immobilier de la Ville de Nantes, son C.C.A.S. et de Nantes Métropole.**

Ce marché est lancé en groupement de commande entre la Ville de Nantes, son C.C.A.S. et Nantes Métropole. **La Ville de Nantes étant le coordonnateur.**

Il s'agit d'un **accord-cadre mono-attributaire donnant lieu à l'émission de bons de commande.** Les bons de commande seront notifiés par l'acheteur public au fur et à mesure des besoins.

### **1.2 – Mode de consultation**

Procédure formalisée soumise aux articles R2161-2 et suivants du Code de la commande publique.

### **1.3 – Décomposition de la consultation**

Les prestations sont réparties en 6 lots.

L'accord-cadre est **dénué de tout minimum**, mais est assorti d'un **montant maximum par lot** arrêté, **pour toute la période contractuelle et toutes entités confondues**, comme suit :

<b>Lot</b>	<b>Désignation</b>	<b>Montant maximum sur la durée contractuelle, toutes entités confondues</b>
1	Secteur éducation Ouest*	560 000
2	Secteurs éducation Est*	560 000
3	Secteur tous bâtiments de service (administratifs et techniques) hors éducation, liées au Pôle Patrimoine A	550 000
4	Secteur culture et patrimoine	1 200 000
5	Secteur tous bâtiments de service (administratifs et techniques) hors sport, culture et patrimoine, liés au Pôle Patrimoine B	915 000
6	Secteur sports	915 000

*\* La délimitation des secteurs Est et Ouest figure sur la carte du territoire précisée à l'article 3 du Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.).*

A noter, pour le C.C.A.S, le montant maximum des prestations ne saurait dépasser le seuil de 220 999 € HT pour toute la durée contractuelle de l'accord-cadre.

### **1.4 – Conditions d'attribution**

Chacun des lots fera l'objet d'un marché séparé.

Sous réserve de leurs capacités (cf. candidature), les candidats pourront présenter une offre pour un ou plusieurs lots. Toutefois, en application de l'article R2113-1 du Code de la commande publique, une même entreprise ne pourra être déclarée titulaire de plus d'un lot.

Cette limitation tend à se justifier par la nécessité d'assurer la disponibilité des entreprises au regard du volume du besoin et l'exigence de célérité des interventions.

Compte-tenu de cette limite, le candidat qui présente une offre pour chacun des lots doit indiquer aux membres du groupement de commande sa préférence dans l'annexe 1 de l'acte d'engagement dans l'hypothèse où chacune de ses offres serait jugée économiquement la plus avantageuse.

Dans l'hypothèse où un candidat serait classé premier sur plusieurs lots, le choix du lot qui lui sera attribué sera fonction de l'ordre de préférence (cf. Annexe 1 de l'acte d'engagement relative à l'ordre de préférence à compléter au moment de la remise des offres) qu'il aura établi au titre de la consultation.

### 1.5 – Groupement d'entreprises

L'acheteur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

Les candidats peuvent présenter une offre, soit en qualité de candidats individuels, soit en qualité de membres d'un ou plusieurs groupements. **Ils ne peuvent donc pas cumuler les deux qualités.**

Un même prestataire ne pourra pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché.

Le mandataire devra fournir, si le groupement est désigné attributaire, un document d'habilitation signé par les autres membres du groupement et précisant les conditions de cette habilitation.

### 1.6 – Nomenclature

<b>Code CPV</b>	71631300-3 Services de contrôle technique de bâtiments
<b>Famille – Nomenclature achats interne</b>	ATS03 Services de contrôles techniques des travaux (bâtiments, voirie, réseaux divers)

## Article 2 – Conditions de la consultation

### 2.1 – Durée – Délais d'exécution

La durée du marché est de **4 ans ferme** à compter du 30/06/2025 ou, s'il n'était pas notifié avant cette date, à compter de la date de sa notification.

Les délais d'exécution des commandes passées durant la période de validité de l'accord-cadre seront fixés dans le cadre de l'article 8 du C.C.A.P.

Il est précisé qu'à chaque date anniversaire de notification du marché, l'acheteur se réserve la possibilité d'y mettre un terme pour motif d'intérêt général. Le titulaire en sera informé par écrit 3 mois avant la date anniversaire et il ne sera fait aucun droit à aucune de ses demandes indemnitaires.

### 2.2 – Variantes facultatives et obligatoires

Les variantes ne sont pas acceptées.

Aucune Prestation technique alternative (P.T.A.) - variante obligatoire n'est prévue.

### 2.3 – Prestation supplémentaire éventuelle

Aucune Prestation supplémentaire éventuelle (P.S.E.) n'est prévue.

### 2.4 – Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **5 mois** à compter de la date limite de remise des offres.

## Article 3 – Contenu du dossier de consultation (DCE)

Le DCE contient les pièces suivantes :

- x Le présent Règlement de consultation (R.C.) et son annexe « Dématérialisation »

- x L'Acte d'engagement (A.E.) de chaque lot et leurs annexes, notamment l'annexe 1 à remplir lors de la remise des offres
- x Le Cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) et ses 3 annexes à compléter lors de l'exécution du marché :
  - Annexe 1 « Calcul indicatif du temps passé usuel pour une mission » (fiches 1, 2, 3 et 4)
  - Annexe 2 « Demande de devis »
  - Annexe 3 « Tableau des temps d'intervention et répartition des honoraires »
- x Le Cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.)
- x Le cadre de réponse portant sur les références du candidat
- x Le cadre de mémoire technique

L'acheteur se réserve le droit d'apporter au plus tard 15 jours avant la date limite pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

#### **Article 4 – Présentation des candidatures et des offres électroniques**

Les candidatures et les offres des concurrents seront rédigées en langue française ou accompagnées d'une traduction en langue française et exprimées en EUROS.

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces listées aux articles suivants.

##### **4.1 – Contenu de la candidature électronique**

<b>Pièces à remettre au titre de la candidature (aucune signature n'est exigée à ce stade)</b>
<b>Renseignements relatifs à la situation juridique du candidat</b>
<b>Formulaire DC1* (Lettre de candidature)</b> , que la candidature soit présentée à titre individuel ou en groupement → <i>En cas de redressement judiciaire : par mesure de simplification, il est conseillé aux candidats de transmettre la copie du ou des jugements prononcés à cet effet dès la remise de l'offre.</i>
<b>Renseignements relatifs à la capacité économique / financière du candidat</b>
Chiffre d'affaires global et chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des 3 derniers exercices disponibles
<b>Renseignements relatifs à l'aptitude à exercer l'activité professionnelle et aux capacités techniques et professionnelles</b>
Effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des 3 dernières années
Références du candidat effectuées au cours des 3 dernières années : montant, date, nature des prestations/travaux réalisés et identité du client ( <b>public</b> ).
<b><u>ATTENTION, Les candidats veilleront à compléter le cadre de réponse portant sur les références du candidat versé au DCE.</u></b>
<b>Certificat de qualifications</b>
Sera requis pour chaque lot :
<b><i>En application de l'article L 111-25 du Code de la construction et de l'habitation, l'agrément ministériel en cours de validité du ou de chacun des contrôleurs techniques pressentis.</i></b>

Les candidats peuvent produire la qualification demandée ou apporter par tout moyen la preuve d'une capacité équivalente. Chacun des certificats précités pourra faire l'objet d'équivalence, le pouvoir adjudicateur acceptant tout moyen de preuve équivalent ainsi que les certificats équivalents d'organismes établis dans d'autres États membres.

*\*disponibles gratuitement sur le site [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr)*

Le candidat peut présenter sa candidature, accompagnée de l'ensemble des informations décrites dans le tableau ci-dessus) sous la forme du Document Unique de Marché Européen (DUME) prévu à l'article R2143-4 du Code de la commande publique.

Les candidats peuvent par ailleurs bénéficier des dispositions des articles R2143-13 et R2143-14 du Code de la Commande publique.

Enfin, un candidat qui ne disposerait pas, à titre individuel, des capacités suffisantes à la réalisation du marché est libre de faire valoir (en les prouvant) les capacités d'autres entités, soit notamment en répondant en groupement, soit en présentant un ou plusieurs sous-traitants. Dans ce dernier cas, le candidat apportera, par tout moyen approprié, la preuve qu'il disposera effectivement, en cas d'attribution, des moyens de ce ou ces sous-traitants. Cette preuve peut notamment prendre la forme d'un engagement écrit de ce ou ces derniers.

#### 4.2 – Contenu de l'offre électronique

<b>Pièces à produire au titre de l'offre</b> <i>(aucune signature n'est exigée à ce stade)</i>
<b>L'Acte d'engagement (A.E.) et son annexe 1 portant sur l'ordre de préférence d'attribution</b>  Ces éléments devront être dûment complétés par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaires du contrat. <i>Précision : A titre de simplification et sans que ce soit une obligation, il est conseillé aux candidats de signer leur acte d'engagement dès la remise de leur offre.</i>
En cas de déclaration de sous-traitance, un formulaire <b>DC4</b> ( <a href="http://www.economie.gouv.fr">www.economie.gouv.fr</a> ) dûment renseigné
<b>Le mémoire technique dûment renseigné sur la base du cadre de mémoire joint au dossier de consultation des entreprises</b> <i>(remplir un mémoire par lot soumissionné)</i>

#### Article 5 – Sélection des candidatures et jugement des offres

**Les critères intervenant pour la sélection des candidatures sont :** aptitude à exercer l'activité professionnelle, capacité économique et financière, capacités techniques et professionnelles

**Les critères pondérés retenus pour le jugement des offres sont les suivants :**

<b>Critères</b>	<b>Coefficient</b>
<b>Valeur technique jugée sur la base du mémoire méthodologique</b>	<b>50</b>
- Pertinence de l'équipe dédiée à l'exécution des prestations	15
- Pertinence de l'organisation opérationnelle proposée par le candidat pour répondre au marché	35
<b>Valeur environnementale jugée sur la base du mémoire méthodologique</b>	<b>10</b>
- Pertinence de l'accompagnement proposé par le candidat à la maîtrise d'ouvrage en matière de développement durable et notamment concernant l'intégration de matériaux de réemploi	10
<b>Prix des prestations sur la base du coût horaire proposé par le candidat</b>	<b>40</b>

Chaque critère et sous critère sera noté sur 5.

### **Incohérences constatées dans les prix**

En cas de discordance entre les prix ou les montants portés en lettres et ceux portés en chiffres, les montants ou les prix portés en lettres prévaudront et ceux portés en chiffres seront rectifiés en conséquence.

### **Article 6 – Documents à produire par l'attributaire**

L'acheteur enverra à l'attributaire un courrier listant les documents à produire par celui-ci à des fins de justification de sa non-interdiction de soumissionner conformément aux articles R2143-6 et R2143-10 du Code de la commande publique et de son respect des obligations induites par les dispositions idoines du Code du Travail.

Si l'attributaire ne produit ou ne peut produire dans le délai imparti ces documents justificatifs, il sera éliminé en application des dispositions de l'article R2144-7 du Code de la commande publique.

Dans ce cas, le soumissionnaire dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est sollicité pour produire les documents nécessaires.

Par ailleurs, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'évincer l'attributaire s'il apparaît qu'il tombe sous le coup de l'une des interdictions de soumissionner visées à aux articles L2141-7 à L L2141-10 et suivants du Code de la commande publique. Avant qu'il ne prenne sa décision, et conformément aux dispositions de l'article L2141-11 du code de la commande publique l'acheteur invitera l'attributaire à prouver que son professionnalisme et sa fiabilité ne peuvent plus être remis en cause et, le cas échéant, que sa participation à la procédure de passation du marché public n'est pas susceptible de porter atteinte à l'égalité de traitement. Si les éléments et précisions fournis ne s'avèrent pas concluants, l'attributaire sera exclu.

### **Article 7 – Renseignements complémentaires**

Pour tout renseignement complémentaire, les candidats devront transmettre impérativement leur demande écrite 10 jours au plus tard avant la date limite des offres par l'intermédiaire du profil d'acheteur : <https://marchespublics.nantesmetropole.fr>

Une réponse sera alors adressée depuis le profil acheteur au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres.

### **En cas d'interrogations concernant les modalités de dépôt**

Courriel : [contact.marches@nantesmetropole.fr](mailto:contact.marches@nantesmetropole.fr)